

Président Uribe a déclaré que son gouvernement continuera d'appuyer le travail du conseiller spécial pour la Colombie du Secrétaire général des Nations Unies. Le Canada appuie aussi les activités du conseiller spécial au moyen du Programme de sécurité humaine du MAECI (200 000 \$ entre 2001 et 2003). Le Canada continue de collaborer avec d'autres organisations internationales afin d'appuyer le gouvernement de la Colombie. Par exemple, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Canada a contribué pour 5,2 millions \$ d'aide humanitaire au cours des deux dernières années, y compris en 2001-2002, le million versé au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), pour venir en aide aux réfugiés colombiens au Panama, au Venezuela et en Équateur; les deux millions acheminés au Comité international de la Croix-Rouge lors de son appel d'urgence et près de 900 000 \$ à la Croix-Rouge canadienne pour des unités sanitaires mobiles. En 2002, l'ACDI a prévu verser 200 000 \$ à Peace Brigades International, qui accompagne, en Colombie, les travailleurs des droits de la personne et les collectivités déplacées qui sont menacés, 410 000 \$ à World Vision, 250 000 \$ à Médecins sans frontières et 500 000 \$ à l'UNICEF pour les enfants touchés par le conflit armé. En 2000, le MAECI a versé la somme de 30 000 \$ dans le cadre de son Programme de sécurité humaine pour appuyer le Programme de formation à la résolution de conflits YouCan! conçu par Peacebuilders International à l'intention de la jeunesse colombienne.

Le Canada maintiendra en outre sa participation avec les groupes de la société civile qui veulent discuter de la situation en Colombie et de la politique du gouvernement. L'ambassade du Canada a des contacts réguliers avec les ONG canadiennes et colombiennes et poursuivra ses activités dans le domaine des droits de la personne en visitant les collectivités menacées et les organisations de la société civile pour montrer la solidarité de la communauté internationale, en suivant les progrès des enquêtes sur les massacres et les disparitions forcées et en continuant de mettre la pression sur les autorités pour qu'elles agissent. À Ottawa, l'ACDI et le MAECI pratiquent une politique d'ouverture à l'égard des ONG; des fonctionnaires les rencontrent régulièrement lors des consultations annuelles du ministère sur les droits de la personne et la consolidation de la paix ainsi qu'à des forums et colloques sur la Colombie organisés par des universités et d'autres organisations.

Recommandation 2

Étant donné que le commerce et l'investissement seront des éléments importants des relations bilatérales du Canada avec la Colombie, le gouvernement du Canada devrait continuer d'adopter une approche proactive pour encourager l'exercice de la responsabilité sociale tant de la part des entreprises canadiennes en Colombie que de celle d'Exportation et développement Canada.